

La France sans réponse face aux enfants roms des bidonvilles



L'Unicef s'alarme d'une urgence sanitaire. Deux enfants viennent de périr dans des incendies



Nous venons d'arriver sur place. Nous avons pris en charge la famille et allons les amener à l'hôtel quelques jours, le temps qu'il y ait un enterrement. " Patrick Vigneau, le directeur de l'association Sauvegarde du Nord, ne s'attarde pas au téléphone. Lundi 8 juin, en tout début d'après-midi, un enfant de 3 ans et demi a perdu la vie dans l'incendie d'un campement rom dans le nord-est de Lille.

Ce n'est pas la première fois que M. Vigneau se rend dans un bidonville après un drame. Sauvegarde du Nord intervient depuis cinquante ans dans la région auprès des Roms migrants et des gens du voyage. En 2013, année noire, il ne s'est pas passé un mois sans qu'il ait à déplorer un décès " lié aux conditions de vie et à la précarité ". Des mineurs en écrasante majorité, victimes le plus souvent d'un accident (incendie, électrocution, accident de la route) ou de manque de soins.

Dimanche 7, c'est dans un campement des Yvelines, à Carrières-sous-Poissy, qu'une fillette rom âgée de 5 ans a péri dans l'incendie d'une caravane. Ces deux morts interviennent alors que, à Genève, des experts des Nations unies réalisaient, lundi, des auditions sur le respect par la France de la Convention des droits de l'enfant. Parmi les urgences les plus préoccupantes : la

▼ LE CONTEXTE

Enfance en danger

Plus de 3 millions d'enfants, soit un sur cinq, vivent sous le seuil de pauvreté en France, 30 000 sont sans domicile, 9 000 habitent des bidonvilles, s'alarme l'Unicef dans un rapport publié mardi 9 juin. " *La France échoue en partie à l'égard de l'enfance et de la jeunesse, et ce sont les plus fragilisés par la pauvreté et l'exclusion sociale qui en payent le plus lourd tribut* ", dénonce Michèle Barzach, présidente de l'Unicef France. Outre la " *situation inacceptable des enfants migrants* ", l'Unicef s'alarme du glissement de la justice des mineurs vers celle des adultes opéré dans les années 2000.

[-] fermer

situation de près de 10 000 enfants, roms pour la plupart, vivant dans des bidonvilles.

"Situations indignes "

Une dizaine de structures (associations et autorités indépendantes) étaient reçues à huis clos à Genève pour présenter des rapports d'appréciation. A la lecture de ceux du Défenseur des droits et de l'Unicef, rendus publics mardi, il y a fort à parier que la France sera pointée du doigt lorsque le Comité des droits de l'enfant des Nations unies rendra ses observations début 2016.

Alors que François Hollande a fait de la jeunesse " *une priorité de - son - quinquennat* ", le Défenseur des droits évoque une " *méconnaissance globale* " et une " *insuffisante prise en compte* " de la Convention, pourtant ratifiée il y a vingt-cinq ans. De son côté, l'Unicef estime que les enfants migrants, roms ou mineurs isolés, privés de leurs droits fondamentaux, victimes de discriminations, " *comptent parmi les plus vulnérables* ". Cela conduit " *à des situations indignes* ", alerte Michèle Barzach, présidente de l'Unicef France, comme la traite des êtres humains.

En 2009, lors du précédent rapport d'observation des Nations unies, le non-respect du " *droit au logement convenable* " des Roms et des gens du voyage était déjà souligné. Depuis, la situation ne s'est pas améliorée. Au contraire : " *Le sujet a explosé depuis 2010 et le discours de Grenoble, reprend François Duchamp, chargé de mission enfance à l'Unicef France. Le climat s'est détérioré et l'alternance politique n'a pas changé la donne en matière de prise en charge et d'intégration. Le nombre de démantèlements a augmenté sous l'actuel gouvernement, alors qu'en 2012 les promesses de campagne annonçaient l'inverse.* "

Les démantèlements décuplent les risques sanitaires déjà alarmants dans les bidonvilles. " *Mercredi 3 juin, une centaine de personnes ont été expulsées d'un camp à Hellemmes-Lezennes, illustre Patrick Vigneau. A cause de la confiscation de leurs biens et de leurs caravanes, un nouveau-né de 5 semaines était en train de dépérir, victime d'une grosse déshydratation. En urgence, notre infirmière est intervenue et nous avons pu les reloger en hôtel. Mais si nous n'avions pas été là, il aurait pu décéder.* "

Perte de contact

François Duchamp ajoute : " *Le démantèlement détruit le lien que nous étions parvenus à créer et tout le travail de suivi médicosocial.* " Résultat : des équipes qui perdent le contact avec les populations, des enfants et des femmes enceintes non suivis... Il arrive ainsi que la couverture vaccinale ne dépasse pas 50 % et que des maladies telles que la tuberculose ou la rubéole resurgissent. Sans compter la déscolarisation et les conséquences psychotraumatiques graves.

La circulaire du 26 août 2012, signée par sept ministres, devait permettre l' " *anticipation et l'accompagnement des opérations d'évacuation des campements illicites* ", en prévoyant la réalisation d'un diagnostic sanitaire et social et des solutions de relogement. Mais " *la directive est appliquée de façon inégale sur le territoire ; certains préfets ne la respectent pas* ", regrette Jean-François Corty, directeur des opérations France de Médecins du monde.

Début 2014, Cécile Duflot, alors ministre du logement, avait également annoncé, dans le cadre de la politique de résorption des bidonvilles, la possibilité de mobiliser la société de logements très sociaux Adoma. Une " *mesure insuffisante au vu des réclamations individuelles reçues* ", note le rapport du Défenseur des droits.

" *En attendant, les campements sont détruits et les familles expulsées à de multiples reprises, insiste Jean-François Corty. Nous avons créé les conditions d'un péril sanitaire. Et ce sont les plus jeunes qui sont les plus vulnérables. Leur mortalité augmente. Mais encore faudrait-il être sensible à la vie de ces gamins...* "

Julia Pascual

© Le Monde

A Lille, incendie mortel dans un camp menacé de démantèlement



Les flammes ont ravagé quatre cabanes faites de bois et de tôles. Lundi 8 juin, peu avant 14 heures, un incendie s'est déclaré dans le camp de Roms du carrefour Pasteur, à l'entrée de Lille et de La Madeleine. Dans l'une d'elle jouait David, 3 ans et demi. Le petit garçon n'a pas pu être sauvé. Il y a deux ans, c'est la grand-mère de David qui avait été brûlée au visage après l'incendie du camp de Winston-Churchill, dans le Vieux-Lille.

Assommés par ce tragique accident, la petite centaine de Roms (23 familles venues de Roumanie, dont une quarantaine d'enfants) ont été priés de quitter les lieux quelques heures, le temps que la police puisse procéder à l'enquête. Niché entre deux ponts autoroutiers, ce camp insalubre installé sur un terrain du conseil général était sous la menace d'une procédure d'expulsion, qui devait être examinée mardi 9 juin par le tribunal de Lille, après plusieurs reports.

Ce camp avait déjà été démantelé en avril 2011 pour raisons de sécurité, avant d'être réinvesti il y a deux ans, loin du regard des Lillois, lassés par la présence des Roms. *"Il y a une digue qui s'est rompue sur la question des Roms, estime Patrick Vigneau, directeur de l'association Sauvegarde du Nord. On sent le ras-le-bol des élus. Et puis les Roms sont des boucs émissaires faciles."*

"Je ne sais pas où ils iront "

Loin de cette politique de chasse aux Roms, Emmanuel, 21 ans, salue *"les Français, très gentils, qui ont voulu nous aider"*. Il raconte ses années passées à faire la manche dans le quartier chic du Vieux-Lille. Il détaille son installation avec sa jeune épouse dans un logement de La Madeleine, proposé par un commerçant *"sympa, devenu comme mon père"*. *"Si on respecte les gens, ils nous respectent"*, assure-t-il. Devant les cabanes en cendres de son père et de sa mère, Emmanuel a promis d'essayer de leur trouver une caravane avant la nuit. *"Sinon, ils viendront dormir chez moi"*, sourit-il. L'angoisse, c'est plutôt pour l'audience au tribunal, mardi. *"Si le camp est démantelé, je ne sais pas où ils iront."* Aucune solution de relogement n'a été proposée.

"Moi, j'ai eu de la chance, dit Virgile, Roumain, père de dix enfants. Je suis heureux. La préfecture m'a trouvé une maison à Loos. Mes enfants sont tous scolarisés." Venu soutenir les Roms touchés par l'incendie, Virgile jette un œil vers les amas de bric et de broc complètement noircis par l'incendie : *"Vous savez, en Roumanie, la misère est bien pire qu'ici."*

Laurie Moniez

© Le Monde

◀ article précédent

La France sans réponse face aux...

article suivant ►

Choisir un toit, dur moment pour le couple...